

Statement Déclaration

Pour publication immédiate

Also available in English

DÉCLARATION CRITIQUANT L'ADOPTION DU PROJET DE LOI C-2, LA SOI-DISANT *LOI SUR LE RESPECT DES COLLECTIVITÉS*

9 juin 2015 — Nous, soussignés, sommes convaincus que l'adoption du Projet de loi C-2 (soi-disant *Loi sur le respect des collectivités*) par le Sénat, prévu aujourd'hui, porte atteinte aux droits des personnes qui consomment des drogues d'avoir accès à des services qui sauvent des vies et qui protègent la santé.

Les droits de la personne et les données scientifiques devraient être à la base des politiques censées protéger la santé et le bien-être de nos collectivités. Or le Projet de loi C-2 met en danger la vie des canadien-nes les plus vulnérables en imposant des exigences excessives et déraisonnables aux autorités de la santé et aux organismes communautaires souhaitant introduire ou maintenir des services de consommation supervisée (SCS) pour les personnes qui consomment des drogues

Le projet de loi amende l'article 56 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, en établissant 26 nouveaux critères que ces organismes et autorités doivent satisfaire pour que la ministre fédérale de la Santé puisse même examiner leur demande d'autorisation pour la mise en place d'un SCS.

Ce sont les membres les plus vulnérables de nos communautés qui payeront le prix le plus lourd de cette nouvelle législation. Avec cette nouvelle législation, on laisse perdurer une urgence de santé publique sous prétexte de favoriser la loi et l'ordre. En empêchant l'accès aux SCS, la nouvelle législation exposera les patients et nos collectivités à de nouvelles infections, des souffrances inutiles et la mort.

Les données scientifiques démontrent qu'en offrant l'accès à des services de consommation supervisée, on sauve des vies. Ces services réduisent les risques de transmission de maladies infectieuses et permettent d'éviter des décès par surdose. La Cour suprême du Canada a elle-même confirmé qu'empêcher l'accès à ces services de santé cruciaux constitue une violation des droits constitutionnels des personnes qui consomment des drogues.

Nous sommes vivement opposés à cette nouvelle législation. Il nous faut plus de SCS, pas de nouvelles barrières. Le gouvernement doit accroître l'accès à des services de prévention, de réduction des méfaits et de traitement fondés sur des données probantes. Des vies sont en jeu.

Pour plus d'informations ou pour convenir d'une interview :

Kevin Hollett
Directeur des communications
Pivot Legal Society (Vancouver)
778-848-3420
kevin@pivotlegal.org

Janet Butler-McPhee
Directrice des communications et du plaidoyer
Réseau juridique canadien VIH/sida
416-595-1666 (poste 228)
jbutler@aidslaw.ca

Liste des signataires :

Alberta Addicts Who Educate and Advocate Responsibly (AAWEAR)
As It Is (Edmonton)
AIDS Committee of Toronto (ACT)
AIDS Committee of Windsor/AIDS Support Chatham Kent
AIDS Vancouver
Asian Community AIDS Services (ACAS)
Association canadienne de personnes qui utilisent des drogues
Association canadienne de santé publique
Association canadienne des infirmières et infirmiers en sidologie
Association canadienne des centres de santé communautaire (ACCSC)
Association des centres de santé de l'Ontario
Association pour la défense des droits et l'inclusion des consommateurs de drogues du Québec (ADDICQ)
Association québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues
BC Association of People on Methadone
BC Centre for Disease Control
BC Centre for Excellence in HIV/AIDS
BC/Yukon Association of Drug War Survivors
Blood Ties Four Directions Centre (Whitehorse)
Boyle McCauley Health Centre (Edmonton)
Boyle Street Community Services (Edmonton)
CACTUS Montréal
Canadian Students for Sensible Drug Policy (CSSDP)
CATIE
Central Toronto Community Health Centres
Centre de santé communautaire Sandy Hill (Ottawa)
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais
Coalition canadienne des politiques sur les drogues
Coalition interagence sida et développement
Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements
Courage (Lethbridge)
Dr. Peter AIDS Foundation
Drug Users Advocacy League (Ottawa)
Eastside Illicit Drinkers Group for Education (Vancouver)
École de travail social, UQAM
FED UP Coalition for Canadian Drug Policy Reform (Toronto)

George Spady Society (Edmonton)
Grateful or Dead (Calgary)
Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale
HIV & AIDS Legal Clinic of Ontario (HALCO)
Health Officers Council of British Columbia
Inner City Health and Wellness Program, Royal Alexandra Hospital (Edmonton)
International Centre for Science in Drug Policy
Isomer Design
Jac's Voice (Toronto)
Mainline Needle Exchange Program (Halifax)
Méta d'Âme (Montréal)
Next Step (Red Deer)
Pivot Legal Society (Vancouver)
Portail VIH/sida du Québec
Positive Living BC
Queen West Community Health Centre (Toronto)
Réseau canadien autochtone du sida (RCAS)
Réseau juridique canadien VIH/sida
San Patten et Associés (Halifax)
Society of Living Illicit Drug Users (SOLID)
South Riverdale Community Health Centre (Toronto)
Streetworks Edmonton
Toronto Drug Users Union
Toronto Harm Reduction Workers Union
Toronto Public Health
Vancouver Area Network of Drug Users (VANDU)
Vancouver Coastal Health
Western Aboriginal Harm Reduction Society (WAHRS)
Women Helping Women: Warm Zone (Abbotsford)
Women's Action Group (Vancouver)